

Le point sur le Rapport 3, L'administration de la justice dans les Forces armées canadiennes, des rapports du printemps 2018 du vérificateur général du Canada, à l'intention du Comité permanent des comptes publics

Demande d'information du Comité permanent des comptes publics (PACP)

Étant donné que les mesures correctives du Cabinet du Juge-avocat général ne seront efficaces que si le Système d'administration de la justice et de gestion de l'information (SAJGI) n'est implanté et utilisé, le Comité demande de faire le point sur le SAJGI : une rétroaction initiale sur son utilisation et ses pratiques de formation et une rétroaction sur toute amélioration administrative du système de justice militaire.

Contexte

Le 22 avril 2020, la Défense nationale a reçu une lettre du Comité des comptes publics lui demandant de faire le point sur la mise en œuvre du Système d'administration de la justice et de gestion de l'information, ou « SAJGI ».

En mai 2020, la Défense nationale a fait le point pour le Comité sur le lancement et le déploiement du SAJGI, sur les pratiques de formation mises en place pour les utilisateurs, sur la rétroaction initiale concernant son utilisation et sur les améliorations potentielles à l'administration de la justice militaire. Elle a indiqué avoir lancé les fonctions de base du SAJGI dans deux unités de la Base de soutien de la 4^e Division du Canada Petawawa au cours du mois de septembre 2019, ce qui représente environ 50 utilisateurs.

La Défense nationale a indiqué que le développement du Système et son déploiement à l'échelle des Forces armées canadiennes ont été freinés par la COVID-19. Elle n'a pas été en mesure de fournir une date prévue de finalisation des fonctions avancées du SAJGI ou un calendrier de déploiement, mais s'est engagée à faire le point au Comité d'ici le 31 décembre 2020. La Défense nationale est heureuse de tenir le Comité informé de ces questions.

Le point sur le SAJGI

Déploiement du SAJGI

La Défense nationale n'a pas déployé le SAJGI à d'autres utilisateurs depuis qu'elle a fait le point au Comité en mai 2020, mais a fait des progrès dans le développement des fonctions avancées du Système et dans l'intégration du logiciel aux plateformes des autres ministères. En juin 2020, la Défense nationale a repris le travail : elle a corrigé les bogues décelés durant la phase d'essai, a élargi sa fonctionnalité relative aux procès sommaires et a fait des essais d'intégration au Système de gestion de cas du Service canadien des poursuites militaires.

À ce jour, la Défense nationale a apporté au logiciel plus de 800 améliorations à partir des problèmes relevés lors de la phase d'essai et de la rétroaction reçue des deux

unités de Petawawa. Cette approche itérative de mise à l'essai, de détection et de correction des problèmes a permis de stabiliser la plateforme et de simplifier l'interface utilisateur. À la lumière de ces progrès, la Défense nationale a donné l'accès aux fonctions avancées du SAJGI aux utilisateurs existants de Petawawa en novembre 2020. Elle continuera d'apporter des améliorations au Système à partir de la rétroaction des utilisateurs et des problèmes soulevés.

La Défense nationale envisage de déployer le SAJGI à d'autres unités de Petawawa au début de 2021 et le déploiera à l'échelle des Forces armées canadiennes de façon mesurée et responsable. Cette approche permettra de s'assurer que le SAJGI demeure stable à mesure qu'augmentera le nombre d'utilisateurs, que les nouveaux problèmes sont corrigés de manière efficace et que le soutien et la formation technique sont disponibles lorsque nécessaires.

La Défense nationale s'engage à présenter au plus tard le 30 juin 2021 un calendrier plus précis de déploiement du SAJGI au Comité. Elle lui donnera aussi des précisions sur le développement du Système à mesure que les progrès sont réalisés.

Rétroaction sur l'utilisation du SAJGI

À ce jour, la Défense nationale n'a pas obtenu de rétroaction autre que celle concernant la facilité de transition et la formation, laquelle a été transmise en mai 2020. Cela est dû au bassin encore limité d'utilisateurs et au déploiement récent des fonctions avancées à ces derniers.

La Défense nationale sera ravie de partager de la rétroaction supplémentaire la prochaine fois qu'elle fera le point au Comité, notamment au sujet du déploiement des fonctions avancées du SAJGI à d'autres utilisateurs.

Pratiques de formation liées au SAJGI

Comme elle l'a mentionné en mai 2020, la Défense nationale a offert aux utilisateurs plusieurs ressources de formation et d'exercices de causes pour aider à former les utilisateurs du SAJGI, notamment des manuels, des aide-mémoire, du soutien au téléphone et de la formation supplémentaire au besoin. Conformément aux protocoles de sécurité relatifs à la COVID-19, la Défense nationale a remplacé la formation en présentiel par de la formation par vidéoconférence, laquelle comprend des exercices pratiques avec des causes d'entraînement dans l'environnement de formation du SAJGI.

La Défense nationale poursuit l'élaboration de son programme de formation et le modifie régulièrement pour tenir compte des améliorations considérables apportées au SAJGI. Comme indiqué en mai 2020, la Défense nationale créera des vidéos de formation pour guider les utilisateurs dans l'exécution de tâches particulières et intégrera la formation relative au SAJGI à la Formation et attestation des officiers présidents. La Défense nationale s'efforce également de créer d'autres outils de

formation, y compris des groupes de discussion, du soutien par les pairs locaux et du soutien en ligne, au fil du déploiement et de l'ajout d'utilisateurs supplémentaires.

Améliorations administratives apportées au système de justice militaire

En raison de son bassin encore limité d'utilisateurs et du déploiement récent des fonctions avancées, la Défense nationale n'est toujours pas en mesure de tirer de conclusions définitives sur les améliorations générales apportées à l'administration de la justice militaire, bien que les premiers signes soient encourageants. Lorsque le Système sera déployé à plus grande échelle et complètement intégré aux autres systèmes de la Défense nationale, les fonctions avancées du SAJGI permettront aux Forces armées canadiennes de régler plusieurs des problèmes soulevés par le vérificateur général au sujet des retards, de la communication et de la surveillance. Cela aura pour effet d'améliorer l'efficacité et l'efficience de l'administration du système de justice militaire.